

**LE JOUR, 1954
24 NOVEMBRE 1954**

NÉCESSITÉ D'UNE POLITIQUE

Si petit qu'il soit, un pays souverain a le droit et le devoir d'avoir une politique à soi. Cela est encore plus vrai du Liban que des pays arabes qui l'entourent.

Les Arabes du Proche-Orient peuvent ne pas voir assez que le Liban est pour eux une sauvegarde. Et le Liban est ainsi fait que l'équilibre dans lequel il se tient appelle des précautions et des nuances auxquelles les autres peuvent ne pas être assez sensibles.

Ce qui nous fait écrire sur ce sujet ce matin, c'est la situation en Egypte. Normalement, la politique de l'Egypte devrait, comme la nôtre, être méditerranéenne. C'est la géographie qui le veut. **Nous devrions, en toute circonstance, pouvoir nous appuyer sur l'Egypte amie.** Mais quand l'Egypte a des difficultés aussi grandes que celles dans lesquelles elle se trouve, il faut que nous sachions agir par nos propres moyens. **Et nous ne sommes pas dépourvus de moyens.**

C'est servir le Gouvernement égyptien au pouvoir que de faire une politique étrangère conforme à ce que devrait être la sienne. Mais l'Egypte a de lourds problèmes sur les bras ; ET IL EST MANIFESTE QUE SES CHEFS ACTUELS SONT EMPECHES PUR L'INSTANT DE FAIRE LA POLITIQUE D'ENVERGURE QU'ILS AIMERAIENT FAIRE. Cette politique tutélaire, ce n'est sûrement pas vers la confusion asiatique qu'elle les conduisait.

Le fait que Gamal Abdel Nasser et ses compagnons aient réglé la question de Suez est une indication surabondante ; les contractions auxquelles ils se heurtent en sont une autre. Le Gouvernement égyptien veut pouvoir s'atteler enfin à une besogne d'ordre, à une besogne de "normalisation" de la politique intérieure de l'Egypte et il n'y arrive pas ; autant de fanatismes que de rancunes, autant d'ambitions que d'incompréhensions s'élèvent sur son chemin. Mais on songe avec effroi à ce qui arriverait si, par malheur, le Gouvernement égyptien actuel était renversé et si, en Egypte, l'ordre cessait de régner. Cela signifierait en premier lieu la discorde dans l'armée. Dans les circonstances présentes, ce serait tragique.

Une politique libanaise solide comme le granit et claire comme nous sommes ; tandis que nous nous comportons comme si nos partenaires de la Ligue arabe vivaient dans une harmonie idyllique et connaissaient un bonheur parfait.

En réalité, dans le monde arabe, ce n'est nulle part l'ordre qui règne. Nous l'écrivons, avec regret, mais comment dissimuler la vérité ! Le Liban est le pays le plus épargné ; du moins pourrait-il l'être ; mais il faut que les Libanais ouvrent les yeux et qu'ils se libèrent de quelques complexes et de quelques préjugés.

Si nous sommes vraiment le trait d'union intellectuel et social entre l'Orient et l'occident, si nous répondons vraiment à notre mission la plus naturelle et la mieux reconnue, nous devons élargir nos vues et notre politique ensemble. Il devient pressant qu'à tous les échelons du pouvoir notre politique étrangère s'aère.

Lundi, à l'occasion de la fête nationale, M. le Président de la République et M. Le Président du Conseil allaient s'incliner sur la tombe de Riad Solh et fleurir le monument. Sans doute auront-ils médité sur la politique libanaise à laquelle, dans les circonstances actuelles, Riad Solh eut associé son nom. Ce n'est sûrement pas la pâle politique que nous faisons.